



Déclaration FSU au CTA de Bordeaux du 24 mai 2022

La séquence présidentielle, qui a contribué à la progression des forces d'extrême droite et à l'accroissement d'une forme de désespérance sociale, a conduit à la reconduction du candidat porteur d'un projet néolibéral. Élu avec seulement 38,5% des inscrits, il y a un véritable risque qu'un président continue de dérouler une politique qui détruit les services publics et contribue à fracturer le pays en augmentant les inégalités. Synonymes de régressions sociales, la politique verticale et autoritariste du 1^{er} quinquennat a démontré son incapacité à rendre efficient ce que certain.e.s identifient comme un « vote utile ».

L'éducation nationale en a payé un lourd tribut. La cure d'austérité place les personnels dans des conditions de travail difficiles et trop souvent insupportables : classes surchargées, baisse des horaires disciplinaires, inclusion sans moyen et formation, imposition d'HSA, postes infirmiers redéployés ... Les nombreuses réformes précipitées et inadaptées mettent à mal la qualité du service dû aux familles et à leurs enfants. La FSU demande en conséquence des créations de postes en nombre suffisant dans le cadre d'une programmation budgétaire pluriannuelle. Les services publics ont besoin de moyens pour fonctionner : leur accès doit être garanti à l'ensemble de la population. Cela passe par un nombre suffisant d'agent.e.s pour permettre l'effectivité de leur fonctionnement et la réalisation de leurs missions. Cela conditionne l'égalité d'accès pour les usager.ères, sur l'ensemble du territoire.

L'organisation locale des épreuves de spécialités ne va pas sans poser problèmes. Le Ministre a martelé que ces épreuves ne perturberaient pas le fonctionnement des établissements mais le constat est là. Aux nécessaires demi-journées de décharge pour correction, obtenues grâce à l'opiniâtreté de la FSU, s'ajoutent des jours libérés pour les révisions, la fermeture des lycées les 11 et 12 mai et des épreuves pratiques ou orales à venir. Les enseignements sont désorganisés et la démobilisation des élèves à la suite de ces épreuves fait craindre le pire lorsqu'elles seront au mois de mars comme initialement prévu.

Ce mois de mai 2022 a aussi permis d'apercevoir le vrai visage du nouveau bac. Sans surprise, les deux sujets par discipline, l'organisation interne des épreuves, débouchent sur des ruptures manifestes d'équité. Les aménagements de sujets comportant des choix d'exercices conduisent aussi à des iniquités car les consignes données de corriger tous les exercices effectués et de conserver les meilleures notes pénalisent les élèves qui ont respecté les consignes et effectué des choix. La possibilité donnée aux élèves bénéficiant de tiers temps de commencer avant les autres est aussi problématique puisqu'elle suppose l'ouverture des sujets bien avant l'heure officielle du début de l'épreuve avec des risques de fuite non négligeables.

Enfin l'annonce du retour des mathématiques dans le tronc commun en lycée est au premier plan des interrogations des personnels : conditions pédagogiques inconnues, dotations contraintes, nombre important d'HSA déjà absorbées, sensation d'absurdité totale alors que des postes de mathématiques ont été supprimés en nombre, que des programmes datant d'à peine 2 ans vont être revus, qu'il va falloir s'approprier en urgence le programme de « tronc commun ». Cette situation

est source d'insécurité pour les professeur.e.s de la discipline. Les mathématiques sont le symbole des errements de la réforme et de la surdité du Ministre obligé d'admettre ce que la FSU a point  dès le projet de réforme. Quel gâchis !

Un autre marqueur de l'échec du gouvernement réside dans les résultats cataclysmiques des concours. Pour la 1 re année le ministère a refusé de communiquer les chiffres du nombre d'inscrit.e.s. On a depuis compris pourquoi. Dans le 1 r comme le 2nd degré les 1 rs chiffres font craindre le pire. Ils ne permettront pas de pouvoir tous les postes à l'échelle nationale. Pour les CAPES, allemand, Lettres Modernes et classiques ou encore mathématiques, on compte moins d'admissibles que de postes, l'année d'une énième réforme portée par notre ministre chargée de régler la crise du recrutement ! Sur l'académie de Bordeaux, tous.tes CRPE confondu.e.s, 295 postes étaient ouverts. Il y a eu 3 314 inscrits et 994 présents.

La FSU réaffirme également son exigence d'un plan pluriannuel de recrutements avec une entrée progressive dans le métier doubl e d'une formation digne de ce nom et de pr recrutements (sans responsabilité de classe), accompagnés de mesures de revalorisation et d'amélioration des conditions de travail. La FSU rappelle également sa revendication d'un plan de titularisation.

Parce que le salaire est un élément d'attractivité, parce que le mandat du président réélu restera comme le 1 r au cours duquel la valeur du point d'indice est rest e gelée, alors que le contexte économique continue de peser lourdement sur le quotidien des actif.ves et des retraité.e.s, l'ordre du jour du CTA exceptionnel d'aujourd'hui revêt une importance particulière.

Malheureusement, la transmission le jour même des documents de travail ne nous a permis d'investir pleinement les GT préparatoires. Sans remettre en cause la compétence des services, soumis également à l'austérité budgétaire ambiante, ces retards amenuisent la pertinence du dialogue social. La FSU continue de revendiquer une déconnexion entre ces rendez-vous de carrière et l'avancement. L'avancement unique au meilleur rythme pour toutes et tous existe d'ailleurs dans de nombreux autres corps également à la hors classe et la classe exceptionnelle et serait bien plus en phase avec la nécessité du travail en équipe.

Par ailleurs la FSU note que de nouveau, les personnels administratifs de l'académie de Bordeaux n'ont pas le droit de bénéficier de l'inscription automatique au tableau d'avancement de grade sur la même catégorie. Cette inégalité de traitement entre des personnels de différents métiers dans l'académie de Bordeaux, mais entre des personnels administratifs de différentes académies n'est pas acceptable.

Pour la FSU, une nouvelle étape de revalorisation générale des carrières et des grilles indiciaires est nécessaire et urgente et doit se combiner avec une revalorisation de la valeur du point d'indice. L'enjeu est double : c'est d'abord une question de dignité car il faut sans délai reconnaître le travail des agent.es public.ques pour l'intérêt général à sa juste valeur ; et c'est ensuite répondre à la nécessité de conforter la fonction publique de carrière, sans remise en cause du statut.

La séquence qui s'ouvre, de manière inédite depuis l'inversion du calendrier électoral, s'annonce incertaine et ouvre la possibilité d'une alternative. La FSU appelle donc les personnels à participer massivement aux élections législatives, à faire battre les candidat.e.s d'extrême droite ainsi que ceux et celles qui portent des projets néolibéraux de casse du service public. Notre fédération jouera pleinement son rôle d'organisation syndicale, en toute indépendance, et sur la base de son manifeste. Nous continuerons de faire entendre avec exigence la voix de l'ensemble des personnels.